



Sommaire

ÉDITORIAL

1

RÉNOVATION DES INDICES HARMONISÉS
DES PRIX À LA CONSOMMATION DANS
LES PAYS DE L'UNION ÉCONOMIQUE
ET MONÉTAIRE OUEST AFRICAINE :
ACTIVITÉS RÉALISÉES, RÉSULTATS,
LEÇONS TIRÉES ET PERSPECTIVES

2

NOUVELLES D'AFRISTAT

5

ACTIVITÉS DE LA DIRECTION GÉNÉRALE

6

AUTRES ACTIVITÉS D'AFRISTAT

8

ACTIVITÉS INTERNATIONALES

10

ÉCHOS DES INSTITUTS NATIONAUX DE STATISTIQUE

11

RÉUNIONS, ATELIERS ET SÉMINAIRES

12

Éditorial



Le dernier trimestre de l'année 2012 a été marqué principalement par l'organisation à Paris, le 4 octobre 2012, de la 21^e session du Conseil des Ministres d'AFRISTAT.

Au cours de cette assise, le Conseil des Ministres a pris de nombreuses décisions et une résolution pour permettre à la Direction générale d'engager les actions nécessaires pour poursuivre les réflexions stratégiques sur la restructuration institutionnelle, organisationnelle et la reconstitution de son Fonds de financement au titre de la période 2016-2025. Il a aussi procédé à la nomination de M. Paul-Henri Nguema Meyé au poste de Directeur Général Adjoint pour la période 2013-2016.

Durant cette période, AFRISTAT a également multiplié les actions de renforcement des capacités au bénéfice de ses États membres, principalement dans les domaines de la comptabilité nationale, des statistiques des prix, des statistiques des entreprises, des enquêtes auprès des ménages, de l'organisation institutionnelle et des statistiques de l'emploi.

Par ailleurs, AFRISTAT a mené une intense activité d'échanges, avec plusieurs de ses partenaires, ponctuée par les visites de la Direction générale dans les États membres, la réception de missions à AFRISTAT et la participation aux rencontres internationales organisées par les organismes et autres partenaires techniques et financiers sur différentes thématiques en rapport avec la statistique.

L'année 2012 s'est enfin achevée à AFRISTAT avec le vibrant hommage qui a été rendu à M. Birimpo Lompo, Directeur Général Adjoint, dont le second mandat est arrivé à expiration le 31 décembre 2012.

Dans les prochaines semaines, les défis majeurs d'AFRISTAT se focaliseront sur la révision du traité fondateur de notre organisation, la mobilisation des ressources financières et l'exécution de nos activités courantes conformément au programme de travail arrêté pour 2013.

Enfin, au nom de l'ensemble du personnel et au mien propre, je vous souhaite une bonne et heureuse année 2013.

Cosme VODOUNOU, Ph. D.
Directeur Général d'AFRISTAT

Rénovation des indices harmonisés des prix à la consommation dans les pays de l'Union Économique et Monétaire Ouest-africaine : Activités réalisées, résultats, leçons tirées et perspectives

Présenté par M. Claude Tchamda, expert en statistiques des prix, AFRISTAT

Les huit États membres de l'Union économique et monétaire Ouest-africaine (UEMOA) publient depuis 1996 un indice harmonisé des prix à la consommation des ménages. La rénovation entreprise en 2008 s'est justifiée principalement par la nécessité de prendre en compte les changements de la structure de consommation des ménages entre ces deux dates ainsi que les évolutions méthodologiques de production des indices survenues depuis lors. Le champ géographique n'a pas été modifié entre-temps par les États, il reste limité à la principale agglomération de chaque pays. Comme en 1996, la rénovation de 2008 a comporté trois volets : enquête sur les dépenses des ménages, enquête prix et développement d'une application informatique. Tout au long de la réalisation du projet, un accent particulier a été mis sur le transfert du « savoir-faire » aux acteurs directs dans les INS, à la BCEAO et à la Commission de l'UEMOA.

Introduction

L'harmonisation des indices des prix à la consommation des ménages dans les pays de l'Union Économique et Monétaire ouest-africaine (UEMOA) est intervenue en 1996, soit deux années après la dévaluation du Franc CFA survenue en 1994.

À cette occasion, une méthodologie commune avait été adoptée et une enquête sur les dépenses des ménages réalisée dans la même période et selon la même méthodologie dans la principale agglomération de chacun des pays de cette zone.

La collecte des données pour le calcul des indices harmonisés des prix à la consommation (IHPC) se limitait à ces seules agglomérations. Un logiciel de calcul des indices des prix (CHAPO¹) avait été conçu et mis en service. Depuis 1998, tous les pays de l'UEMOA et la commission elle-même calculent et publient mensuellement cet indice harmonisé. En 2008, soit 10 ans après, la Commission de l'UEMOA a décidé de procéder à une rénovation de cet indicateur. Quels sont les activités réalisées et les résultats atteints ? Quelles leçons peut-on tirer de cet exercice et quelles sont les perspectives ?

Quels sont les activités réalisées et les résultats atteints ?

La rénovation de 2008 se justifiait principalement par la nécessité de prendre en compte les changements de la structure de consommation et les évolutions méthodologiques de production des indices survenues depuis 1996. L'extension de la couverture géographique a néanmoins été évoquée au moment de la prise de décision mais dans une perspective à plus ou moins long terme. Cette rénovation a comporté trois volets comme en 1996 : enquête sur les dépenses des ménages, enquête sur les prix et développement d'une application informatique.

En matière d'enquête, pour répondre aux objectifs fixés, il a été décidé de réaliser l'enquête sur les dépenses des ménages en deux phases.

La première est dénommée « enquête principale » et la seconde « enquête complémentaire ». L'enquête principale a pour objectif essentiel de déterminer les coefficients de pondération de l'IHPC. La collecte de données associée à cette phase a duré 3 mois.

L'enquête complémentaire a pour objectif de compléter les données de l'enquête principale pour couvrir une année entière de collecte, en vue de la détermination des coefficients de pondération des produits saisonniers.

La collecte de données de cette seconde phase s'est déroulée sur 9 mois. En résumé, la collecte des données de l'enquête sur les dépenses des ménages s'est étalée sur 12 mois consécutifs.

Cette enquête a permis de calculer les coefficients de pondération actuels pour l'indice, d'identifier les principaux produits saisonniers ainsi que leur calendrier d'apparition et leurs pondérations mensuelles respectives.

L'enquête a connu un taux de réponse très satisfaisant de plus de 90 %. Par ailleurs, dans l'ensemble, les coefficients de variation des estimations de dépense monétaire annuelle se situent autour de 5,1 % pour l'enquête principale.

De plus, de nombreux travaux d'analyse comparative entre les principales agglomérations et les États de la sous-région ont été menés à partir des données collectées. Les thèmes abordés sont l'emploi, la pauvreté urbaine et la sécurité alimentaire.

La mise en œuvre du volet prix s'est accompagnée d'une revue complète de la méthodologie utilisée pour la production de l'IHPC 96. Cette révision a été l'occasion d'intégrer les dernières évolutions des

recommandations internationales en matière d'indice des prix à la consommation.

La formule de calcul des indices de variétés a été revue. La moyenne arithmétique a été remplacée par une moyenne géométrique beaucoup moins sensible aux valeurs extrêmes et possédant les propriétés souhaitées.

Le nombre de variétés créées est voisin de 700 pour tous les pays de l'UEMOA, le nombre de relevés mensuels dépasse 6000, soit un doublement par rapport à l'IHPC 96. La définition des produits a fait l'objet d'une attention particulière. Les variétés et les produits élémentaires ont été conçus pour être repérés selon des descriptifs structurés. Ce qui a renforcé la qualité des renseignements collectés et la synergie avec le PCI-Afrique (programme de comparaison internationale pour l'Afrique).

Notons qu'avant la mise en production effective de la nouvelle application, les changements et les améliorations (formules de calcul, nomenclatures secondaires etc.) ont été pris en compte au travers d'une application intérimaire (macro réalisée sous Excel). En période de test de production, l'indice a été calculé simultanément par l'ancienne application combinée avec l'application intérimaire et la nouvelle application. À partir de ces calculs, des analyses des écarts entre les indices produits par les deux systèmes de calcul ont été réalisées par les INS et AFRISTAT sur l'année 2012.

Enfin, le rapprochement technique avec le Programme de comparaison international pour l'Afrique a été assuré au travers de la méthode d'échantillonnage. La démarche utilisée a permis d'accroître le nombre de produits communs PCI-IHPC et a abouti à une nette amélioration de l'échantillonnage selon deux axes : augmentation du nombre de relevés et meilleure définition des produits.

¹ Calcul Harmonisé des Prix par Ordinateur

Tableau comparatif du nombre de variétés, de points d'observation et de relevés

	NOMBRE DE VARIÉTÉS		NOMBRE DE POINTS D'OBSERVATION		NOMBRE DE RELEVÉS	
	1996	2008	1996	2008	1996	2008
Total UEMOA	2 661	5 303	3 498	8 935	27 200	54 534
Minimum	231	626	222	727	2 571	6 079
Maximum	392	722	820	1 742	5 345	8 255

Pourquoi une nouvelle application ?

Le logiciel CHAPO, s'il a été un outil important de l'harmonisation des indices des prix dans les États membres de l'UEMOA, présentait des insuffisances par rapport à la nouvelle donne. Sur le plan de la méthodologie des indices, les formules de moyennes arithmétiques ne pouvaient être changées sans reprogrammer l'application. Certains modules comme celui relatif aux nomenclatures secondaires n'avaient jamais été opérationnels. Par rapport à la perspective de l'extension de la couverture des IHPC au-delà des principales agglomérations, CHAPO ne permettait pas d'envisager de développement dans le sens d'une collecte assistée par ordinateur. Dans ces conditions, une nouvelle application de production s'avérait indispensable tant en ce qui concerne la méthodologie que la gestion pratique des données ou le passage à un environnement de collecte et de saisie décentralisée.

Quelles sont les principales caractéristiques de la nouvelle application ?

La première phase du développement de la nouvelle application a été la rédaction et la validation d'un cahier des charges informatique. Ce cahier décrit en détail l'architecture fonctionnelle, les menus et les fonctionnalités ainsi que les contraintes de la reprise de l'existant. Il convient toutefois de reconnaître que bien que le cahier des charges informatique soit passé par un processus de validation par les experts d'AFRISTAT, de l'UEMOA et des États, il a connu quelques évolutions et modifications au fur et à mesure du développement et du processus de recette de l'application.

Au-delà du calcul de l'IHPC, cette application à l'instar de CHAPO, informatise les processus qui ont permis son élaboration. Un nombre important de ses fonctionnalités correspond à la prise en compte de la méthodologie de production de l'IHPC. En plus de déterminer un indice avec la plus grande qualité possible, elle comporte un

module qui permet la diffusion semi-automatisée des informations relatives à cet indice. Les publications officielles sont automatiquement générées à partir de l'application. La nouvelle application, PHOENIX-UEMOA est adaptée aussi bien pour un seul pays en vue de la production de l'indice IHPC de ce pays, qu'à une institution communautaire ou régionale. Elle est multiposte et multi-utilisateur.

Contrairement à CHAPO, PHOENIX-UEMOA permet d'importer les fichiers de données saisies en dehors du logiciel et dispose d'un sous-module pour gérer les échanges de bases entre les sites. L'application offre à l'utilisateur la possibilité de constituer lui-même des nomenclatures secondaires aussi bien géographiques que de consommation. Un système de gestion des procédures de communication des anomalies constatées au cours de ces tests (Helpdesk ou gestion de tickets) a été mis en place.

Ce dispositif qui sera maintenu quelque temps encore après la réception officielle de l'application, permet à AFRISTAT de transmettre régulièrement les anomalies constatées sur le fonctionnement de l'application et de suivre à « temps réel » les solutions proposées par l'équipe de développement.

Quelles leçons tirées ?

Tout au long de la rénovation de l'IHPC, AFRISTAT a procédé à des transferts de savoir faire à travers l'organisation d'ateliers et des missions d'appuis techniques au profit des pays bénéficiaires. À cet effet, des documents méthodologiques et des notes techniques ont été produits et mis à la disposition des pays et de la Commission de l'UEMOA.

La mise en place de l'IHPC 2008, accompagnée du développement d'une nouvelle application devrait permettre aux États, de continuer à produire et de garantir effectivement l'harmonisation des indices des principales agglomérations de la sous-région. Cette garantie de continuité est le résultat d'un suivi et d'une assistance soutenus des États de la sous-région par la Commission de l'UEMOA depuis 1996. Ce

dispositif a permis de mutualiser les expériences des uns et des autres en même temps qu'elle créait une saine concurrence entre les experts des instituts nationaux de statistiques (INS). Depuis 1996, les experts-prix des INS de la zone se réunissent régulièrement au travers du Groupe de travail du Comité IHPC-UEMOA. La Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest participe également à ces travaux. Un point de l'ordre du jour des réunions de Groupe de travail est le passage en revue des dispositions du règlement de la Commission de l'UEMOA relatif à l'IHPC et l'assurance de son respect par tous. Cette disposition institutionnelle semble maintenir une pression continue sur les INS, au moins pour ce qui concerne la publication régulière de l'IHPC dans la sous-région.

Toutefois, certains États semblent avoir abandonné ce domaine à l'institution communautaire en ce qui concerne l'amélioration du dispositif de départ. Il y a très peu d'initiatives nationales dans le domaine au sein même des États. Sinon comment comprendre que l'on ait attendu et que l'on compte toujours sur l'UEMOA pour l'extension de la couverture de l'indice au niveau national ? Un dispositif de rénovation avec des opérations simultanées d'enquêtes auprès des ménages et de collecte de prix entre des États présentant des niveaux de ressources financières aussi bien qu'humaines diverses est lourd et présente des contraintes assez fortes sur le plan technique.

Malgré les avantages certains qu'ils présentent, les processus d'harmonisation tels que ceux de 1996 et de 2008 ne peuvent qu'être exceptionnels. Il n'est pas indispensable de faire coïncider les périodes de réalisation des enquêtes consommation dans un programme d'harmonisation ou même de mise à jour des IHPC pour que les indices soient dits comparables. Le maintien d'une telle contrainte rendrait le dispositif rigide alors que la structure de consommation et le pouvoir d'achat des ménages sont relativement marqués par la conjoncture économique qui est plus ou moins instable selon les pays. Une entreprise d'harmonisation du processus d'extension des IHPC sur l'ensemble des pays,

financée et conduite de manière centralisée suivant les mêmes principes, risque d'accentuer les contraintes matérielles et financières, et retarder les États les plus entreprenants. Il est souhaitable que les États soient libres de prendre des initiatives individuelles de recherche de financement avant de solliciter éventuellement l'appui de l'UEMOA qui a déjà défini un cadre d'harmonisation dans ce sens.

L'une des principales difficultés rencontrées au cours de cette rénovation de 2008 a été le passage de l'ancienne à la nouvelle application. Comment devra-t-il être opéré ? Quels fichiers de CHAPO (en service depuis 1996) récupérer ? Comment et sous quelle forme ? Ces questions ne sont survenues qu'au cours du processus de développement. Il a fallu trancher entre le désir des utilisateurs de retrouver toutes les données (des prix relevés aux indices agrégés) et toute l'organisation depuis 1996 ainsi que la nécessité de ne pas retarder le processus de développement et donc, de récupérer uniquement les données « indispensables » pour la constitution des séries longues d'indices, de l'ancienne application dans la nouvelle. La prise en compte de ces questions lors du développement d'une nouvelle application et au travers de procédures plus ou moins simples à maîtriser est capitale pour son acceptation par les utilisateurs.

La disponibilité sans faille des experts d'AFRISTAT et des informaticiens commis au développement de l'application a constitué une condition nécessaire de réussite de ce projet. Le processus de développement de l'application a été jalonné de multiples séances de travail entre les experts d'AFRISTAT et les informaticiens de la société adjudicatrice.

Quelles sont les perspectives ?

Dans le processus de mise en œuvre de ces deux grandes opérations d'harmonisation, AFRISTAT a élaboré des méthodologies, des manuels et des outils harmonisés adaptés au contexte et à l'environnement de plusieurs pays. La nouvelle application prend en compte la perspective d'extension de la couverture des IPC à l'ensemble du territoire et permet que les indices nationaux, au cas où ils seraient calculés, demeurent comparables entre les pays. Elle a été conçue pour gérer plusieurs types d'organisation du processus de production des IPC à couverture nationale. Elle anticipe sur l'éventualité d'une extension plutôt progressive de la couverture de l'indice à l'ensemble du pays, en partant de la principale agglomération.

Le meilleur moyen d'assurer la pérennisation de l'activité indispensable de calcul des parités de pouvoir d'achat (PPA) est l'intégration des systèmes de collecte des IPC et du Programme de Comparaison International (PCI). Le financement de deux systèmes de collecte des prix apparaît non seulement difficile à expliquer aux décideurs, mais également à soutenir durablement compte tenu des ressources humaines et financières, et de l'organisation interne des INS qu'ils impliquent. Au moins, en ce qui concerne les capitales, la rénovation de l'IHPC a permis d'augmenter significativement le nombre de produits communs IHPC-PCI. Il convient d'ores et déjà d'envisager la possibilité de greffer un module PCI au logiciel PHOENIX-UEMOA en cours de mise en production. Ce module permettrait d'extraire automatiquement les prix moyens des produits communs IHPC-PCI. Une telle opération serait une première étape pour le calcul des PPA entre les États de

l'UEMOA. Il est utile de souligner également que les PPA constituent une demande de plus en plus pressante de la part de la communauté internationale.

Conclusion

La rénovation de l'IHPC de 2008 engagée par l'UEMOA au profit de ses États membres s'est inscrite dans une perspective de consolidation des acquis de la production de l'indice harmonisé des prix à la consommation de 1996 (IHPC 96) et du développement du cadre harmonisé. En raison des faiblesses des moyens tant humains que financiers qui semblent persister dans certains pays, le champ géographique et la population de référence de l'indice ont été conservés. L'application développée dans le cadre de ce projet a tenu compte de ces contraintes en anticipant sur l'éventualité d'une extension plutôt progressive de la couverture de l'indice à l'ensemble du pays, en partant de la principale agglomération. Les États qui le désirent peuvent étendre la collecte à d'autres régions sans avoir besoin d'une nouvelle application informatique. Le processus de transfert de connaissances mis en œuvre confère une relative autonomie à tous les acteurs à tous les niveaux pour faire face à la plupart de changements ou de requêtes qui interviendraient au cours du temps. L'application développée est par ailleurs ouverte à l'ajout d'autres modules et peut gérer plus d'un indice ou plus d'une formule de calcul d'indice.

Enfin, la réalisation de ce projet offre une opportunité pour la pérennisation du volet prix des activités du PCI compte tenu du nombre relativement important de produits communs avec l'IHPC, mais aussi de la flexibilité que la nouvelle application offre quant à la prise en compte d'une telle requête.



AFRISTAT

*L'excellence au service du développement
de la statistique en Afrique*

Nouvelles d'AFRISTAT

Visites

■ Visite du Directeur Général au Bénin

Du 16 au 19 octobre 2012, une mission conduite par le Directeur Général, s'est rendue à Cotonou (Bénin). Elle a rencontré le Premier Ministre et le Ministre du Développement, de l'Analyse économique et de la prospective pour leur faire le point des décisions importantes issues de la 21^e session du Conseil des Ministres d'AFRISTAT tenue le 4 octobre 2012 à Paris.

Au cours de la mission, les points suivants ont été abordés : i) l'engagement des deux ministres pour le soutien à AFRISTAT, notamment le versement à temps de la contribution du Bénin au Fonds AFRISTAT 2016-2025 ; ii) l'accompagnement d'AFRISTAT pour le renforcement des capacités des cadres du ministère de l'agriculture pour la production des statistiques agricoles basée sur une méthodologie transparente ; iii) les appuis au quatrième recensement général de la population et de l'habitation (RGPH4) dans le cadre du troisième programme de renforcement des capacités de la BAD.

■ Visite du Directeur national des études économiques et de la prévision de la Guinée à AFRISTAT

M. Joachim Lama, Directeur national des études économiques et de la prévision (DNEEP) de la Guinée a rendu une visite de travail à AFRISTAT le vendredi 30 novembre 2012. Cette visite avait pour objet la finalisation d'une convention de prestation de service pour la mise en place d'un modèle de type TABLO à la DNEEP. Elle a permis également d'actualiser le chronogramme des interventions d'AFRISTAT. L'appui d'AFRISTAT permettra aussi de renforcer le potentiel de la DNEEP en matière de suivi et d'analyse conjoncturels. Les activités vont démarrer au cours du premier semestre 2013.

■ Visite d'une délégation tchadienne à AFRISTAT

Une délégation tchadienne conduite par M. Oumar Adoum, Secrétaire exécutif du Comité national pour l'éducation et la for-

mation en liaison avec l'emploi et comprenant Mme Midebel Madjidanoum Mbaidanoum Germaine, Directrice de l'Observatoire de l'éducation, de la formation et de l'emploi a effectué une visite d'études à AFRISTAT du 3 au 7 décembre 2012. L'objet de la visite a été d'échanger avec AFRISTAT sur les expériences en matière d'élaboration et d'analyse des indicateurs du marché du travail. La délégation a bénéficié de communications sur la méthodologie harmonisée d'enquête sur l'emploi et le secteur informel, la gestion d'un système d'information sur le marché du travail, la liste minimale des indicateurs du marché du travail adoptée par l'Union africaine, la mesure et l'analyse des indicateurs du travail décent et les techniques d'enquête par sondage.

Arrivée

■ Mlle Rokiatou Samaké de nationalité malienne, titulaire d'un Master en Économie Quantitative et Décision

Stratégique de l'Université Lumière Lyon 2, effectue un stage à AFRISTAT depuis le 1^{er} novembre 2012. Elle travaille sur la

base de données socio-économique, AFRILDB et sur la diffusion des données par Internet.

Départ

■ M. Claude Joeger, expert macro-économiste, Coordonnateur du département des études et synthèses économiques (DESE), en poste depuis octobre 2007 dans le cadre de l'assistance technique française, a quitté AFRISTAT le 31 août 2012.

M. Joeger a contribué au rayonnement d'AFRISTAT dans le domaine de la conjoncture économique et de la prévision et au développement des statistiques conjoncturelles et de la macroéconomie dans les États membres d'AFRISTAT. Nous lui souhaitons plein succès dans ses nouvelles fonctions.

■ M. Birimpo Lompo, Directeur Général Adjoint, a quitté AFRISTAT au terme de deux mandats, de juillet 2004 à décembre 2012. M. Lompo a activement contribué au bon fonctionnement d'AFRISTAT à travers la mise en œuvre des différents programmes de travail.

Le Directeur Général et tout le personnel d'AFRISTAT lui ont rendu un vibrant hommage, lors d'une cérémonie, pour son engagement et la qualité du travail accompli. Ils lui ont souhaité pleins succès pour la suite de sa carrière.



Cérémonie de remise de cadeaux au départ de M. Birimpo Lompo

Activités de la Direction Générale

Vingt et unième session du Conseil des ministres d'AFRISTAT (Paris, le 4 octobre 2012)

Le Conseil des Ministres d'AFRISTAT a tenu sa 21^e session ordinaire le 4 octobre 2012 à Paris sous la présidence de Monsieur José Biai, Ministre de l'Économie et de l'Intégration régionale de Guinée-Bissau.

Le Conseil a approuvé les conclusions des réflexions stratégiques sur la restructuration institutionnelle et organisationnelle d'AFRISTAT et la reconstitution de son Fonds de financement au titre de la période 2016-2025 et a adopté les décisions y afférentes. Concernant la mise en œuvre du plan d'action 2011, le Conseil des Ministres a exprimé sa satisfaction à la Direction générale

pour le travail accompli et a remercié les partenaires techniques et financiers, pour l'appui qu'ils apportent au développement de la statistique dans les États membres d'AFRISTAT.

Au titre des questions relatives au financement d'AFRISTAT, le Conseil ayant pris connaissance du niveau de reconstitution de ses ressources propres pour la période 2006-2015, a renouvelé son invitation aux États membres à tout mettre en œuvre pour doter l'Observatoire de ressources nécessaires à la réalisation de sa mission. Enfin, le Conseil des Ministres a retenu M.

Paul Henri Nguema Meye, de nationalité gabonaise, au poste de Directeur Général Adjoint d'AFRISTAT, pour un mandat de quatre ans à compter du 1^{er} janvier 2013. Il a remercié M. Birimpo Lompo, de nationalité burkinabé pour les services rendus après ses deux mandats.

Les États membres suivants ont été représentés : Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Côte d'Ivoire, Gabon, Guinée-Bissau, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad et Togo. Ont également pris part aux travaux, les représentants de l'UEMOA et de la BCEAO.

Séminaire de comptabilité nationale

AFRISTAT a organisé du 15 au 19 octobre 2012 à Abidjan (Côte d'Ivoire), un séminaire de comptabilité nationale sur le thème « analyse des agrégats macroéconomiques ».

Plusieurs représentants des États et organisations internationales, régionales et sous-régionales y ont pris part.

À l'issue des travaux, les résultats suivants ont été atteints :

- les capacités d'analyse macroéconomique des participants ont été améliorées ;

- des notes d'analyse économiques sur les résultats des comptes nationaux de trois pays ont été rédigées ;

- les participants sont instruits sur les nouveautés du SCN 2008 ;

- le cadre méthodologique de reconstitution des séries de comptes nationaux a été présenté ;

- les participants ont été informés des nouveaux développements de l'outil ERETES.

Ils ont formulé des recommandations à l'endroit des États membres, d'AFRISTAT et des organisations internationales afin de promouvoir le développement de la comptabilité nationale. Il a également été recommandé aux organisations internationales d'organiser des ateliers/séminaires de formation et de vulgarisation du SCN2008 basés sur des études de cas et des travaux pratiques.

Séminaires du second semestre sur la conjoncture et les prévisions à court terme 2012-2013 en Afrique centrale et en Afrique de l'ouest

AFRISTAT et les Commissions de l'UEMOA et de la CEMAC, ont organisé les séminaires traditionnels sur la conjoncture économique et les prévisions à court terme au profit des États membres. Ces séminaires se sont déroulés respectivement du 22 au 26 octobre 2012 à Douala pour l'Afrique centrale et du 5 au 9 novembre 2012 à Ouagadougou pour l'Afrique de l'ouest.

Ils ont permis de dégager une orientation cohérente de la conjoncture économique régionale au second semestre 2012 et ses perspectives à court terme, et de renforcer les capacités des participants dans les domaines de la prévision et de l'analyse conjoncturelle.

Organisés à l'intention des économistes en charge des travaux de synthèse conjoncturelle et de prévision à court terme, ces séminaires ont été animés par les experts des deux commissions, d'AFRISTAT, de l'INSEE, de la BCEAO et de la BEAC.

Le programme de travail des séminaires était défini autour de quatre sessions à savoir : (i) la croissance économique, sources et freins pour l'Afrique de l'ouest et la conjoncture économique de l'Afrique centrale dans un contexte de la crise de la zone euro, (ii) le diagnostic conjoncturel au second semestre 2012 et les prévisions 2012-2013 dans les États, (iii) la conjon-

ture économique vue par les organisations sous-régionales et internationales, (iv) la synthèse de la conjoncture économique du second semestre 2012 et les prévisions 2012-2013.

Ces échanges ont débouché sur l'élaboration d'une note de synthèse qui présente l'état de la conjoncture économique de chacune des deux sous-régions et le cadrage macroéconomique pour les années 2012 et 2013.

Les points saillants des discussions sont disponibles sur le site Internet d'AFRISTAT : www.afristat.org

Atelier de formation des comptables nationaux des INS des États membres de la CEMAC sur l'outil ERETES

Dans le cadre du renforcement des capacités statistiques de ses États membres, la Commission de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC) a organisé pour les comptables nationaux des INS un séminaire de formation sur l'outil d'aide à l'élaboration des comptes nationaux ERETES, du 03 au 7 décembre 2012 à Douala (Cameroun). En vertu de l'accord-cadre qui la lie à AFRI-

STAT, la Commission de la CEMAC a sollicité l'appui technique d'AFRISTAT pour dispenser cette formation. L'Unité de Gestion de Projet (UGRIF) du don IDA de la Banque mondiale a financé ce séminaire. C'est dans ce cadre que les experts en comptabilité nationale d'AFRISTAT ont effectué une mission à Douala (Cameroun) du 30 novembre au 8 décembre 2012.

L'atelier a permis de former les comptables nationaux juniors des INS à l'utilisation de l'outil ERETES dans leurs travaux afin qu'ils maîtrisent les fonctionnalités de base du logiciel. De façon spécifique, il a été l'occasion, à travers des cas pratiques, de présenter la démarche et les techniques d'utilisation d'ERETES pour le calcul des principaux comptes.

Programme multinational de Renforcement des Capacités Statistiques des Pays Membres Régionaux de la BAD (PRCS-BAD)

M. Serge Jean Edi, expert économiste principal, a représenté AFRISTAT à l'atelier de formation sur la collecte des données des infrastructures organisé par la Banque africaine de développement, du 29 au 31 octobre 2012 à Port-Louis (Îles

Maurice). Organisé à l'intention des experts des 15 pays participants dont 5 membres d'AFRISTAT, cet atelier marque le début de la seconde phase du projet AIKP (Programme de connaissance de l'infrastructure en Afrique) de collecte des don-

nées d'infrastructure, dans le cadre du PRCS 3. Ce projet qui sera désormais permanent, va permettre à la BAD de constater les progrès accomplis par les pays africains dans le domaine des infrastructures.

Projet de rénovation des indices harmonisés des prix à la consommation des États membres de l'UEMOA

Au cours de la période sous revue, les activités du Projet ont été consacrées essentiellement à la préparation et à l'exécution de deux ateliers de renforcement des capacités des informaticiens ainsi qu'à la réalisation de deux missions d'assistance technique et de dépannage auprès de l'INE de Guinée-Bissau

■ AFRISTAT a organisé deux ateliers techniques de transfert de compétence. Le premier atelier, tenu du 12 au 20 novembre 2012, a permis aux consultants de E-SUD Consulting Mali de former les experts informaticiens d'AFRISTAT et de la Commission de l'UEMOA. Le transfert de compétence a permis aux experts d'AFRISTAT et de la Commission de l'UEMOA de se familiariser avec les procédures de maintenance de premier niveau. Le second atelier, qui s'est déroulé du 21 au 23 novembre 2012, a réuni les informaticiens des Instituts nationaux de statistique des États membres de l'UEMOA. Ces derniers ont été formés aux procédures d'installation de l'application, de résolution des incidents et de transfert des bases de données à AFRISTAT, à la BCEAO et à la Commission de l'UEMOA. Ces deux ateliers viennent clore les activités inscrites pour la mise en œuvre du

Projet de rénovation de l'IHPC-UEMOA.

■ Du 19 novembre au 2 décembre 2012, l'Institut national de la statistique (INE) de Guinée-Bissau a bénéficié d'un appui technique d'AFRISTAT afin de réaliser les activités restantes, notamment produire les indices avec l'application Phoenix-UEMOA et réaliser quelques estimations d'indices. Cet appui technique, réalisé par M. Yankhoba Jacques Badji, a permis d'effectuer les calculs des indices des mois de janvier à septembre 2012 avec les applications « PHOENIX-UEMOA » et CHAPO. De même, certains modules de l'application PHOENIX-UEMOA ont été traduits en portugais.

■ Du 24 au 28 décembre 2012, M. Abdoulaye Doucouré, expert Informaticien à AFRISTAT a réalisé une mission de dépannage à Bissau. Cette mission a été diligentée suite à une panne informatique

liée à un problème d'altération d'une base de données système. La mission a également été mise à profit pour former les cadres informaticiens de l'INE aux différentes techniques de maintenance du système PHOENIX-UEMOA, de sauvegarde et de transfert des bases de données.

■ Par ailleurs, une délégation d'AFRISTAT composée de MM. Cosme Vodounou, Directeur Général, et Oumarou El Hadji Malam Soulé, expert en organisation institutionnelle des systèmes statistiques, a pris part aux travaux de la réunion du Comité de suivi de l'IHPC qui se sont tenus du 29 au 31 octobre 2012 à Ouagadougou (Burkina Faso). Cette réunion a permis de présenter les résultats atteints par le projet de rénovation de l'IHPC et d'examiner les projets de textes instituant un Comité Régional de la Statistique (CRS) et un cadre d'échange d'informations statistiques au sein de l'Union.

Projet « Modules d'initiation à la statistique à l'attention des agents non statisticiens travaillant dans les services statistiques »

AFRISTAT a poursuivi, au cours de la période sous revue, les activités du projet « Modules d'initiation à la statistique », notamment la finalisation de deux modules de formation en vue de leur publication.

À la suite de la validation des quatre modules par les membres du Comité de suivi en juillet 2012, M. Xavier Charoy du CESD-Statisticiens pour le développement a effectué une mission à Bamako, dans les

locaux d'AFRISTAT. Cette mission qui s'est déroulée du 5 au 16 novembre 2012, a permis la finalisation des deux premiers modules (« Généralités sur le travail statistique », « Statistiques descriptives »).

Un programme de travail a été adopté en vue de la finalisation des deux derniers modules avant la fin du premier trimestre 2013.

Projet de mise en œuvre de la convention UEMOA/AFRISTAT pour l'accélération de la production des comptes nationaux

Dans le cadre de ce projet, AFRISTAT a exécuté des appuis techniques, entre septembre et décembre 2012, au Bénin et au Togo sur les comptes 2009 et a organisé un atelier de formation à Lomé (Togo).

■ Du 29 octobre au 9 novembre 2012, une mission d'AFRISTAT effectuée par Emmanuel Ngok, expert en comptabilité nationale s'est rendue à l'Institut national de la statistique et de l'analyse économique (INSAE) du Bénin. Elle a permis de lancer les travaux des comptes nationaux définitifs de l'année 2009 et de former les nouveaux cadres aux techniques d'élaboration des comptes nationaux avec le module ERETES.

■ Du 26 décembre 2012 au 9 janvier 2013,

Doffou N'Guessan, expert en comptabilité nationale a conduit une mission d'appui technique à l'Institut national de la statistique de Côte d'Ivoire dans le cadre de la mise en œuvre des activités du projet.

■ AFRISTAT a organisé du 10 au 14 décembre 2012 à Lomé, un atelier de comptabilité nationale sur le thème « traitement des données sources et analyse des résultats des comptes nationaux ».

Chacun des pays de l'UEMOA était repré-

senté par deux comptables nationaux.

À l'issue des travaux, les résultats suivants ont été atteints :

- les capacités d'analyse macroéconomique des participants ont été améliorées ;
- des notes d'analyse économiques sur les résultats des comptes nationaux de trois pays ont été rédigées ;
- les techniques de traitement des données sources ont été affinées.

Projet de renforcement des capacités de mesure et d'analyse du travail décent (RECAP)

■ Dans le cadre du projet RECAP, AFRISTAT a participé à quatre ateliers nationaux de formation pour la collecte et l'analyse des données sur le travail décent. Les pays qui ont bénéficié de ces formations sont le Mali (du 30 octobre au 3 novembre 2012), le Sénégal (du 19 au 23 novembre 2012), le Burkina Faso (26 au 30 novembre 2012) et le Bénin (du 10 au 15 décembre 2012). Ces ateliers ont permis de renforcer les capacités des cadres nationaux pour la mesure et l'analyse des indicateurs du travail décent (ITD) notamment : i) les familiariser à la définition du concept du travail décent et aux données requises pour le calcul des ITD, ii) exploiter les sources de données pour le

calcul des ITD et iii) améliorer la prise en compte des indicateurs du travail décent dans le processus de révision des dispositifs de collecte des données. Les évaluations, à l'issue de chaque atelier, ont montré que les objectifs ont été atteints dans les quatre pays.

■ M. Ousman Koriko, expert en enquêtes auprès des ménages, a participé, du 8 au 19 octobre 2012, à Turin en Italie, à l'atelier interrégional de formation sur la conception d'enquête et l'analyse des données sur le travail décent, organisé par le Centre International de Formation de l'OIT (CIF-OIT). L'atelier a bénéficié aux cadres des instituts nationaux de la statistique

(INS), des caisses nationales de sécurité sociale, des observatoires nationaux de l'emploi et de la formation professionnelle et des directions des statistiques du travail en provenance de 11 pays africains dont 9 sont membres d'AFRISTAT (Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Congo, Gabon, Mali, Mauritanie, Sénégal et Tchad). L'expert d'AFRISTAT a assuré trois sessions de cours portant sur : i) le Cadre conceptuel des indicateurs du travail décent et la qualité des sources de données, ii) la mesure du travail décent en Afrique de l'Ouest et iii) les besoins en collecte des données pour la mesure du travail décent en Afrique de l'ouest.

Réunion du comité régional de pilotage du Projet LMIS II à Bamako le 19 décembre 2012

■ Une réunion du Comité régional de pilotage du Projet LMIS phase II a eu lieu le 19 décembre 2012 à Bamako, dans les locaux d'AFRISTAT. Ont pris part à cette réunion, les représentants des six unités composant le projet, à savoir AFRISTAT qui fait office d'Unité régionale du projet et les cinq unités nationales du Cameroun, du Mali, du Nigeria, de l'Ouganda et de la Zambie. Le consultant chargé par ACBF de la revue à mi-parcours du Projet a aussi

participé à la réunion. L'ordre du jour de la réunion portait essentiellement sur deux points : la restitution aux bénéficiaires du Projet des résultats de la revue à mi-parcours et l'examen du programme d'activité 2013 du Projet.

Au titre de la revue à mi-parcours, le rapport a été validé. Il a été demandé à ACBF de prolonger d'une année la durée du Projet LMIS phase II comme l'autorise le solde budgétaire existant.

Au titre du programme d'activité, il a été recommandé aux UNP de réviser leur programme d'activité et de proposer un budget n'excédant pas le solde budgétaire auquel chacune d'elles a droit sur le financement ACBF. Les UNP ont été invitées à soumettre leur programme d'activité révisé dans les meilleurs délais afin qu'AFRISTAT puisse faire parvenir à ACBF le programme d'activité du Projet.

Autres activités d'AFRISTAT

Missions d'appui des experts d'AFRISTAT

Bénin

■ Du 2 au 4 octobre 2012, l'Institut national de la statistique et de l'analyse économique (INSAE) a bénéficié de l'appui technique de Paris21, de la CEA et d'AFRISTAT pour l'animation d'un atelier d'échange entre les producteurs et les utilisateurs des données statistiques et pour le lancement de l'élaboration de la stratégie de développement de la statistique (SNDS) II. AFRISTAT y était représenté par M. Oumarou El Hadji Malam Soulé, expert en organisation institutionnelle des systèmes statistiques.

Cet atelier a permis :

- de passer en revue les politiques mises en œuvre dans le pays et les besoins en données statistiques des utilisateurs ;
- de faire l'état des lieux de la production statistique et d'identifier les écarts entre

la demande et l'offre statistiques ;

- de présenter et d'adopter la feuille de route du processus d'élaboration de la nouvelle SNDS.

■ M. Roland Frédéric Ngampana, expert chargé des statistiques d'entreprises, a effectué une mission auprès de l'INSAE du 12 au 16 novembre 2012, dans le cadre de la finalisation des travaux de rénovation de l'indice de la production industrielle (passage de l'IPI base 100 en 1999 à l'IPI base 100 en 2007).

Au cours de la mission, un dispositif provisoire de production de l'IPI a été mis en place (échantillons, système de pondération) en l'absence des données des entreprises impliquées dans les activités extractives, les indices provisoires ont été calculés et l'ancienne série de l'IPI a été raccordée à la nouvelle.

Une collecte complémentaire est nécessaire auprès de certaines entreprises (dont les

entreprises extractives) pour terminer ce processus de rénovation et calculer les indices définitifs.

Burundi

■ À mi-parcours de la mise en œuvre de la SNDS 2010-2014, le Gouvernement du Burundi a bénéficié de l'appui technique de la Commission économique pour l'Afrique des Nations unies (CEA), de Paris21 et d'AFRISTAT pour faire le point sur l'état de son exécution afin de présenter des propositions de recadrage des objectifs stratégiques et d'actualiser son plan d'action en vue d'améliorer la poursuite du processus SNDS.

M. Oumarou El Hadji Malam Soulé, expert en organisation institutionnelle des systèmes statistiques a pris part à cette mission qui s'est déroulée du 8 au 12 septembre 2012 à Bujumbura.

La mission a permis de dégager les points forts et les points faibles de la mise en

œuvre de la SNDS et de proposer des actions urgentes à réaliser en vue d'améliorer les résultats observés.

Union des Comores

■ Dans le cadre du projet de renforcement des capacités institutionnelles (PRCI-Comores), M. Ousman Koriko, expert en enquêtes auprès des ménages, a effectué du 20 au 28 novembre 2012 à Moroni, une mission d'appui technique à la préparation d'une enquête sur l'emploi, le secteur informel et la consommation des ménages (EESIC). Les travaux de la mission ont porté sur i) l'examen et la finalisation de la méthodologie de l'EESIC, ii) les propositions pour la mise à jour des bases de données cartographiques, iii) la révision des questionnaires, v) l'estimation du budget et iv) la définition du calendrier de l'enquête.

Les opérations de collecte des données sont prévues pour démarrer en mai 2013.

Congo

■ Du 29 octobre au 2 novembre, M. Claude Tchamda, expert en statistiques des prix a effectué une mission d'appui technique au CNSEE pour l'élaboration des nouvelles pondérations de l'IHPC à partir des résultats de la deuxième enquête congolaise auprès des ménages pour l'évaluation de la pauvreté (ECOM2). Cette mission a également permis d'actualiser le panier de consommation du Congo. Le panier actuel et les pondérations datent de l'année 2005. La mission a parallèlement animé un atelier de formation sur la description structurée des produits du projet de panier élaboré à l'issue de l'atelier du 27 au 31 août 2012, organisé dans le cadre du projet IHPC CEMAC-CEEAC.

Djibouti

■ Du 5 au 10 novembre 2012, M. Freeman Amegashie, expert principal en organisation stratégique et diffusion, a effectué une mission d'identification des besoins d'appuis techniques auprès de la Direction de la statistique et des études démographiques (DISED) de Djibouti. Cette mission a été initiée par la Direction générale d'AFRISTAT suite à l'adhésion du pays à AFRISTAT et à la ratification du Traité. Elle a permis d'identifier les besoins d'assistance technique et de renforcement des capacités du SSN ainsi que les interventions que les partenaires techniques et financiers (PTF) sont disposés à apporter au pays. Les activités jugées prioritaires ont été programmées et seront mises en œuvre dans le cadre de conventions particulières.

Gabon

■ Une mission d'AFRISTAT conduite par M. Gabriel N'guessan Doffou, expert en Comptabilité nationale a séjourné à

Libreville du 8 au 10 novembre 2012, plus précisément auprès de la Direction Générale des Statistiques (DGS).

Elle a permis de faire une évaluation du cadre de travail et des conditions d'élaboration des comptes nationaux ainsi que du dispositif de production et de publication des indicateurs conjoncturels (IPI, IHPC).

La mission a aussi été ponctuée par des rencontres avec le Directeur Général de la DGS, le responsable des comptes nationaux et le Conseiller en statistique auprès du Directeur Général.

Les discussions avec les différents responsables ont mis l'accent sur les conditions de production des comptes nationaux, des statistiques sur les prix à la consommation et des indices de la production industrielle.

Guinée Équatoriale

■ Dans le cadre de la Convention N° 002 pour des appuis techniques en statistiques, plus précisément en comptabilité nationale et en statistiques d'entreprise, une mission d'AFRISTAT conduite par M. Gabriel N'guessan Doffou s'est rendue à Malabo, auprès de la Direction Générale de la Statistique et des Comptes Nationaux (DGSCN) du 12 au 22 novembre 2012. Cette mission se situe dans la perspective pour la Guinée Équatoriale de réaliser les comptes nationaux 2006 et 2007.

À l'issue des travaux, les principaux résultats suivants ont été atteints :

- la révision des sources de données des DSF a été effectuée ;
- la mise en cohérence des sources de données a été effectuée ;
- les équilibres ressource emploi par produit et comptes de branches ont été effectués ;
- la centralisation et la synthèse par produit ont été réalisées ;
- une première évaluation du PIB a été faite.

La mobilisation effective des cadres locaux a contribué à la réussite de cette mission. Pour les travaux futurs, il est nécessaire que les membres de l'équipe soient formés à l'analyse macroéconomique afin qu'ils aient une meilleure compréhension des phénomènes économiques.

Sao Tome et Principe

■ M. Claude Tchamda, expert en statistiques des prix a effectué une mission d'appui technique à l'Institut national de la statistique de Sao Tome & Principe, du 26 novembre au 6 décembre 2012. Cette mission a permis d'actualiser et de constituer les paniers de consommation pour l'ensemble des districts du pays et d'élaborer les nouvelles pondérations pour l'indice

national des prix à la consommation, à partir des résultats de l'enquête pour l'évaluation de la pauvreté de 2010. Le panier actuel et les pondérations datent de l'année 1996 et ne concernent que le district d'Agua Grande, région de la capitale.

UEMOA

■ Du 3 au 7 décembre 2012, une mission technique d'AFRISTAT a été conduite par M. Freeman Amegashie, expert principal en organisation stratégique et diffusion et M. Abdoulaye Doucoure, expert informaticien, à la Commission de l'UEMOA à Ouagadougou (Burkina Faso).

Cette mission, réalisée dans le cadre des travaux de la base de données de type 2gLDB, a permis de poursuivre la mise en œuvre des outils de consultation de la base de données et de leur publication automatisée. Après avoir fait un rappel des notions de base, elle a procédé à l'installation de l'application de publication automatisée d'Afripub et les cadres de la Direction des Études et Statistiques Économiques du Département des Politiques Économiques et de la Fiscalité Intérieure ont été formés à son utilisation.

CEMAC

■ MM. Birimpo Lompo, Directeur Général Adjoint d'AFRISTAT, Ousman Koriko, expert en enquêtes auprès des ménages et Claude Tchamda, expert en statistiques des prix, ont participé du 19 au 21 décembre 2012 à Douala, au Cameroun, à une réunion sur l'examen des conditions de relance du projet IHPC-CEMAC.

Organisée par la Commission de la CEMAC, cette réunion a eu pour objectif la relance des activités du projet de mise en place d'un indice harmonisé de prix à la consommation des ménages dans l'espace CEMAC. Y ont participé, les directeurs généraux des INS des pays membres de la CEMAC ou leurs représentants.

L'atelier a permis de redéfinir le budget et le calendrier du projet IHPC-CEMAC. Une réunion des partenaires techniques et financiers du projet aura lieu en janvier 2013 à Bangui pour permettre le déblocage du financement conformément au calendrier du projet.

ENSEA

■ Du 17 au 21 décembre 2012, M. Dodji V. Silété-Adogli, expert en planification stratégique et gestion axée sur les résultats, a effectué une mission d'enseignement à Abidjan auprès de l'École Nationale Supérieure de Statistique et d'Économie Appliquée (ENSEA). Il a dispensé à 33 élèves de la 3^e année ISE, un cours sur la planification stratégique et la gestion axée sur les résultats.

Activités internationales

■ M. Bruno Magloire Nouatin, expert en statistiques démographiques, a participé du 8 au 13 octobre 2012 à Saly (Sénégal), à l'atelier régional des experts pour l'harmonisation des outils du recensement général de la population et de l'habitat (RGPH) en Afrique. Cet atelier a permis d'une part, de faire le point des activités menées par les différentes structures participantes dans le cadre de l'harmonisation des outils du RGPH et d'autre part, de saisir l'occasion pour finaliser trois documents importants pour le renforcement des capacités des instituts nationaux de statistiques chargés de la mise en œuvre des recensements en Afrique : (i) le guide d'élaboration et de mise en œuvre des stratégies de communication pour les recensements de population, (ii) le guide d'élaboration du document du projet de recensement et (iii) le guide d'élaboration de l'analyse du RGPH.

■ M. Claude Tchamda, expert en statistiques des prix a pris part aux ateliers de validation des données des prix organisés par la BAD à Tunis (Tunisie) du 15 au 19 octobre 2012 et à Dakar (Sénégal) du 12 au 17 novembre 2012. Le premier atelier concernait les pays membres de la CEDEAO d'expression anglaise et le second, les pays membres d'expression française, les pays de la CEEAC et ceux de l'UMA. Ces ateliers ont permis de faire une revue des produits des positions élémentaires à « problèmes » des données sur les prix du PCI 2011 ; de développer une méthodologie ainsi qu'un agenda en vue de rendre les prochains ateliers plus efficaces ; de valider des données intra et inter États au sein de chaque sous-région. La méthode de calcul des prix moyens nationaux a également été présentée et discutée.

■ M. Ousman Koriko, expert en enquêtes auprès des ménages, a représenté AFRISTAT au septième colloque francophone sur les sondages, organisé du 5 au 7 novembre 2012 à Rennes en France. Ce colloque a réuni des statisticiens et des chercheurs d'horizons scientifiques divers. L'objet du colloque était de faire le point sur l'état des pratiques et des méthodes dans les divers domaines de la méthodologie des sondages, notamment en matière de traitement des données d'enquêtes et des non-réponses. L'expert a fait une communication sur la méthode harmonisée d'estimation des dépenses de consommation à partir des enquêtes auprès des ménages en Afrique subsaharienne.

■ Du 21 au 23 novembre 2012, MM. Cosme Vodounou, Directeur Général d'AFRISTAT et Oumarou El Hadji Malam Soulé, expert en organisation institutionnelle des systèmes statistiques ont participé au séminaire régional sur « les résultats et la redevabilité mutuelle, mettre en œuvre les engagements de Busan », tenu à Cotonou (Bénin). Organisé en collabora-

tion avec le gouvernement du Bénin, la Commission européenne, la France et l'OCDE, ce séminaire a enregistré la participation des délégués en provenance du Burkina Faso, du Burundi, du Cameroun, de la Côte d'Ivoire, de Madagascar, du Mali, du Niger, de la République démocratique du Congo, du Sénégal et du Togo. Les travaux du séminaire ont porté sur :

- la promotion de l'agenda « Résultats et Redevabilité Mutuelle (RRM) » au sein de l'Afrique francophone en engageant un dialogue avec les partenaires pour le développement sur la proposition d'accord pays Résultats et Redevabilité mutuelle (RRM) ;
- les échanges d'expériences et de pratiques concernant les initiatives en cours visant à promouvoir l'agenda RRM. En particulier, il s'est agi d'identifier comment progresser sur la base des initiatives et des pratiques existantes et comment les renforcer.

Le Directeur Général d'AFRISTAT a eu, au cours de ce séjour, une rencontre avec M. N'Dongo Mamadou Lamine, Conseiller en Chef du Département de l'assurance qualité de la BAD. Leur entretien a porté sur les activités menées par les deux institutions dans le cadre du suivi des résultats et de l'amélioration de la qualité des informations statistiques collectées dans les États.

■ Du 27 au 29 novembre 2012, une délégation conduite par M. Cosme Vodounou, Directeur Général d'AFRISTAT comprenant M. Oumarou El Hadji Malam Soulé, expert en organisation institutionnelle des systèmes statistiques a participé au 8^e symposium sur le Développement de la Statistique en Afrique qui s'est tenu à Yamoussoukro (Côte d'Ivoire). Ce symposium, dont le thème central était « Normalisation des causes de décès et classification des statistiques en Afrique » a regroupé plus de six cents participants venus de toute l'Afrique, d'Europe, d'Asie et des États-Unis d'Amérique.

■ Du 30 novembre au 2 décembre 2012, MM. Cosme Vodounou, Directeur Général d'AFRISTAT et Oumarou El Hadji Malam Soulé, expert en organisation institutionnelle des systèmes statistiques ont participé à la 6^e réunion du Comité des directeurs généraux des INS d'Afrique organisé par la Commission de l'Union africaine à Yamoussoukro (Côte d'Ivoire). Cette rencontre avait pour thème « Besoins statistiques de l'agenda de développement ». Cette rencontre va contribuer à enrichir les propositions pour l'élaboration de l'agenda post- 2015, c'est-à-dire l'horizon après les objectifs du millénaire pour le développement (OMD).

En marge de ces deux rencontres, le Directeur Général d'AFRISTAT a eu des ren-

contres bilatérales avec des partenaires techniques et financiers pour discuter de sujets d'intérêt sur les activités communes notamment avec la BAD, la CEA et la Commission de l'Union africaine (CUA). Avec la BAD, les échanges ont porté sur les activités à réaliser au Burundi et la possibilité de mettre en œuvre un accord pour l'amélioration des statistiques de l'environnement et du changement climatique. Avec la CEA et la CUA, les entretiens ont porté sur le renforcement des axes de collaboration entre les différentes institutions.

■ M. Oumarou El Hadji Malam Soulé, expert en organisation institutionnelle des systèmes statistiques a participé à l'atelier régional sur le cadre stratégique régional de référence (CSRR) pour le renforcement des capacités statistiques en Afrique tenu le 26 novembre 2012 à Yamoussoukro (Côte d'Ivoire). Cet atelier, qui a réuni les coordinateurs des SNDS et les responsables de la coordination statistique au sein des Instituts nationaux de statistique, a permis d'examiner les résultats de la revue du CSRR et de dégager des orientations pour les dernières années de sa mise en œuvre.

■ M. Bruno Nouatin, expert en statistiques démographiques, a participé du 4 au 8 décembre 2012, à une série de réunions à Ouagadougou (Burkina Faso) dans le cadre de la semaine du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest, notamment (i) à l'atelier de travail « Modélisation démo-économique pour les politiques agricoles et alimentaires » et (ii) au forum du Club de Sahel et de l'Afrique de l'Ouest dont le thème porte sur les perspectives ouest-africaines : « peuplement, marché et sécurité alimentaire ». Au cours de la première réunion, les participants ont été initiés à l'utilisation du logiciel démo-économie qui a pour objectif de mettre en exergue l'impact du peuplement sur la gestion de l'économie locale en Afrique, notamment la politique agricole et alimentaire.

Quant à la seconde réunion, elle a permis de faire le point sur les activités menées au cours des deux dernières années.

■ M. Oumarou El Hadji Malam Soulé, expert en organisation institutionnelle des systèmes statistiques a représenté la Direction générale d'AFRISTAT à la cinquième réunion de la Communauté africaine des pratiques sur la gestion axée sur les résultats de développement (AfCoP) organisée du 11 au 13 décembre 2012 à Tunis (Tunisie). Cette rencontre, qui a connu la participation des délégués des États membres de l'UEMOA et de la COMESA, a permis de présenter les pratiques de la gestion axée sur les résultats avec un accent particulier sur l'intégration régionale.

■ Une délégation d'AFRISTAT, conduite par M. Cosme Vodounou, Directeur Général et comprenant M. Freeman



Amegashie, Coordonnateur du département des appuis stratégiques et de la diffusion, a pris part, du 12 au 14 décembre 2012, à l'atelier organisé par l'Institut international de statistique à Dakar (Sénégal) sur le thème « le leadership dans les systèmes statistiques modernes ».

Cette importante rencontre de la communauté statistique internationale a débattu de diverses questions relatives aux principes fondamentaux de la statistique, aux

relations avec les gouvernants, à la planification des activités, à la collecte et à la diffusion, à l'organisation des INS et à la gouvernance des systèmes statistiques nationaux. Le Directeur Général d'AFRISTAT a animé la session intitulée « stratégie pour la collecte et le partage des données ».

Le Directeur Général d'AFRISTAT a eu, au cours de ce séjour, plusieurs rencontres bilatérales avec des partenaires techniques et financiers pour discuter de sujets d'intérêt sur les activités communes.

■ M. Madior Fall, expert en statistiques sociales a participé à Maputo, au Mozambique, du 18 au 20 décembre 2012, à l'atelier régional sur l'harmonisation des systèmes d'information sur le marché du travail (SIMT) en Afrique. L'atelier a été organisé par la Commission de l'Union Africaine (CUA) en collaboration avec AFRISTAT, le BIT, le PNUD, la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) et la Communauté Est Africaine (EAC).

Échos des instituts nationaux de statistique

Sénégal
www.ansd.sn

■ L'Agence nationale de la statistique et de la démographie (ANSD) a démarré, ce 13 décembre 2012, la phase de collecte du recensement pilote sur six régions du Sénégal : Dakar, Diourbel, Kaolack, Ziguinchor, Kédougou et Matam. C'est une phase importante dans la préparation du dénombrement programmé au cours du deuxième trimestre de 2013. Il est à rappeler que l'ANSD a bénéficié de l'Institut Brésilien de Géographie et de Statistique (IBGE) d'un prêt de 20 200 Personal Digital Assistant (PDA) dans le cadre de ce recensement combiné (Population, Habitat, Agriculture et Élevage).

L'ANSD a publié durant ce trimestre, les résultats de l'Étude monographique sur les services immobiliers du logement dans la région de Dakar (EMSILD). L'étude a apporté des éléments de mesure et d'analyse pertinents sur les déterminants de la flambée des loyers et fourni des informations d'ordres qualitatif et quantitatif sur les cibles que sont les propriétaires, les locataires, les promoteurs immobiliers, les agences immobilières, les institutions financières intervenant dans le domaine du crédit immobilier et les intermédiaires.

■ Dans le domaine de la coordination statistique, l'ANSD a organisé, avec le Comité Technique des Programmes Statistiques (CTPS), l'atelier de validation des rapports d'études portant sur « la revue à mi-parcours du Schéma Directeur de la Statistique (SDS 2008-2013) » et « la Rationalisation du système statistique national et la gestion centralisée des Ressources Humaines ».

L'Agence a aussi bénéficié d'un financement du Trust fund de la Banque mondiale qui a servi pour l'organisation de séminaires de formation en gestion financière, en Excel avancé, en techniques de communication et en gestion des archives

pour les représentants de différents services du Système statistique national.

Sur l'archivage des données, il est à signaler que la plateforme « NADA-Sénégal : Archivage National des Données d'enquêtes du Sénégal » s'est enrichi de 11 nouvelles enquêtes ; ce qui porte à 41, le nombre d'opérations statistiques documentées et publiées.

■ Les autres activités de l'ANSD durant ce trimestre ont traité :

- la publication de la Note d'analyse des comptes nationaux du Sénégal (Définitifs 2009, Semi-définitifs 2010 et Provisoires 2011), de la Banque de Données Économiques et Financières (Définitive 2010 et Provisoire 2011), de la Note sur les Évolutions Économiques Récentes (2^e trimestre 2012) et de la Note flash du PIB trimestriel (2^e trimestre 2012) ;
- la production et la diffusion de 26 autres publications mensuelles et trimestrielles relatives aux prix à la consommation, à la production industrielle, au commerce extérieur et aux statistiques sectorielles.

Toutes ces productions sont librement accessibles sur le site web de l'ANSD : www.ansd.sn.

Togo Célébration de la Journée Africaine de la Statistique

■ Le Togo, à l'instar des autres pays africains a commémoré ce **18 novembre 2012**, la Journée Africaine de la Statistique sous le thème : **"S'assurer que chaque femme et chaque homme soit pris en compte : produire des statistiques sensibles au genre pour l'atteinte des objectifs de développement"**.

Le Ministre auprès du Président de la

République, chargé de la Planification, du Développement et de l'Aménagement du Territoire, M. Mawussi Djossou Sémodji, a adressé un message solennel appelant à la production des statistiques qui permettent de comprendre la situation des femmes et des hommes dans tous les secteurs de la vie socio-économique et du développement et avec l'objectif d'y trouver des solutions.

La célébration de cette journée a été aussi une occasion pour le Ministre Sémodji de se réjouir des progrès accomplis par notre pays à travers la réalisation en 2010 du quatrième Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH), la réalisation des enquêtes telles que l'enquête par Grappe à Indicateurs Multiples (MICS) de 2010 et le Questionnaire Unifié des Indicateurs de Base de Bien-être (QUIBB) de 2011, sous la coordination de la Direction Générale de la Statistique et de la Comptabilité Nationale (DGSCN), l'adoption de la Stratégie Nationale de Développement de la Statistique (SNDS), le vote de la loi statistique du 3 juin 2011 et récemment l'adoption par le Conseil des Ministres du décret portant composition et fonctionnement du Conseil National de la Statistique.

En dépit de ces progrès remarquables a précisé le Ministre, il reste encore beaucoup à faire pour la collecte des données sur les questions relatives au genre, y compris l'emploi du temps, la violence envers les femmes et à l'emploi. Il en est de même de données qualitatives sur le genre. Pour y remédier, le Ministre a réitéré l'engagement du Gouvernement à poursuivre ses efforts en faveur du système statistique national.

L'Association des Statisticiens et Démographes du Togo (ASTADEMO) s'est aussi jointe à la fête en organisant une série d'activités à Lomé et en renouvelant son bureau dirigé par Madame Amédjogbé-Kouevi Henriette, Ingénieur des Travaux Statistiques à la retraite, ancienne Ministre.

Réunions, ateliers et séminaires

Paris, 21 janvier 2013

From Data Poverty to a Data Deluge ?
Statistical Systems and Evidence based Policy Making,
PARIS21

Addis-Abeba, 11 au 13 février 2013

Réunion du Groupe de travail africain sur la comptabilité
nationale (AGNA)

Paris, 18 au 22 février 2013

Atelier de formation avancée d'experts ERETES

New York, 22 au 25 février 2013

Sessions parallèles de la 44^e session de la Commission sta-
tistique des Nations Unies

New York, 26 février au 1^{er} mars 2013

44^e Session de la Commission statistique

Douala, 4 au 8 mars 2013

Séminaire de conjoncture du premier semestre pour
l'Afrique Centrale

Ouagadougou, 18 au 22 mars 2013

Séminaire de conjoncture du premier semestre pour
l'Afrique de l'Ouest

Ottawa, 4 au 13 mars 2013

5^e session du Programme international en gestion des
organismes statistiques (PIGOS)



La Lettre d'AFRISTAT peut être obtenue gratuitement sur demande,
et est disponible sur : <http://www.afristat.org>

Pour obtenir la version électronique, vous pouvez également vous inscrire
sur la liste de distribution de

La lettre d'AFRISTAT en envoyant un courriel à
afristat@afristat.org avec comme objet : Abonnement

Directeur de publication : Cosme VODOUNOU

Rédacteur en chef : Birimpo LOMPO

Comité de rédaction : Freeman AMEGASHIE, Serge Jean EDI,
Siriki COULIBALY, Bruno NOUATIN, Oumarou EL HADJI MALAM
SOULE, Fatima BOUKENEM.

Maquette et impression :
IMPRIM COLOR Bamako
ISSN 1561-3739